

APPEL A PROJETS RECHERCHE 2022 FEDERATION DE RECHERCHE AGORANTIC

«CULTURE, PATRIMOINES, SOCIETES NUMERIQUES »

Titre	Développement durable territorial et écosystème territorial durable : Le prolongement d'une analyse automatique basée sur LDA.
Acronyme	GIALMA2
Nom du/des porteur(s)	Patrick Gianfaldoni – Tania Altman – Lucile Manoury
Laboratoires associés	LBNC – Laboratoire Biens Normes Contrats (EA 3788) LIA – Laboratoire Informatique d'Avignon (EA 4128) Avignon Université
Budget demandé	3300 euros

1. Contexte, positionnement, objectif(s)/problématique et cohérence par rapport à la thématique « Culture, Patrimoines, Sociétés Numériques »

Le projet GIALMA2 est un prolongement de la recherche GIALMA financée en 2021 par la Fédération de recherche.

L'analyse effectuée sur un corpus de 36 entretiens semi-directifs déjà réalisés dans le cadre d'un programme de recherche sur plus de trois années (octobre 2020-décembre 2023) en partenariat avec le Fonds de Dotation LUMA Arles. La première phase d'étude (octobre 2020 – octobre 2021) s'est conclue par un rapport et une réunion de restitution aux acteurs rencontrés, rapport qui a dressé un état des lieux stratégique du territoire du Pays d'Arles partant d'une identification par positionnement des différentes organisations instituées de l'ESS (OESS) au croisement du développement territorial et de la durabilité territoriale. Rappelons que les objectifs fixés au démarrage de cette phase 1 étaient de trois ordres :

- Approfondir la connaissance de structures ESS du territoire (une moitié relève du champ de l'action sociale).
- Situer leur mode d'inscription sur le territoire (construit relationnel).
- Recueillir leur regard sur le territoire et la transition sociale et écologique territoriale (atouts, vulnérabilités, fonctionnalités des rapports de coordination et coopération, ...).

Les analyses que nous avons pu dégager de cette démarche d'exploration ont donné lieu à deux productions académiques :

- une communication au 57^e colloque ASRDLF (1-3 septembre 2021) ;
- une communication au 2^{ème} Forum mondial de l'ESS (26 octobre 2021) ;
- un chapitre d'ouvrage coordonné par Eric Dacheux (à paraître en 2022).

La seconde phase d'étude porte sur l'identification de réseaux existants ou à potentialiser d'OESS, impliquées dans le développement territorial durable : maillages « horizontalisés » de petites structures nécessitant un mode de gouvernance territoriale distribuée, maillages territoriaux « verticalisés » autour d'entreprises sociales ou de groupes d'entreprises sociales débouchant sur un mode de gouvernance territoriale polarisée autour de structure entrepreneuriale « focale ». Sur la base de la typologie présentée à la suite, l'objectif est de cerner les liens de coordination et les rapports-relations de coopération favorisant les maillages en vue de la constitution ou le renforcement de réseaux autour d'un projet productif commun.

Typologie des OESS au regard du Développement Territorial Durable

	Durabilité Territorialisation	Durabilité territoriale Faible	Durabilité territoriale Forte	Durabilité a-croissante
Développement territorial exogène		<p>Activités productives présentes - résidentielles : Marketing territorial et Stratégies d'agglomération d'activités</p> <p><i>Banques coopératives</i></p> <p><i>Mutuelles d'assurance et de santé</i></p>		
Développement territorial endogène		<p>Activités productives (re)localisées : Marquage territorial par produit (biens/services) et stratégies de spécialisation productive sectorielle, formes d'entreprises commerciales</p> <p><i>Coopératives rizicoles ou fruitières</i></p> <p><i>Biocoop</i></p>	<p>Organisations instituées œuvrant en écologie industrielle et territoriale (EIT) :</p> <p>Figure « entrepreneuriale sociale externe » : <i>PARADE</i></p> <p>Figure de l'entreprise sociale « intégrée social business » : <i>Taco & Co</i></p> <p>Figure de l'entreprise sociale « encadrée » à but non lucratif : <i>La Ressourcerie, La Régie de quartier, Petit à Petit, SIMONES</i></p>	<p>Organisations instituées de l'action sociale, du développement économique local et autogérées :</p> <ul style="list-style-type: none"> Associations professionnelles adossées à l'action publique : Associations employeurs en action sociale, délégation ou relais de service public : <i>CHRS, ESAT, foyer d'hébergement, ...</i> Opérateurs de développement économique local dédié à l'ESS : <i>Intermade</i> et <i>La Fabrique</i> Initiatives militantes par l'organisation autogestionnaire : <i>Mas de Granier (Longo Mai)</i> <i>Centrale Villageoise du Pays d'Arles</i>
Développement territorial autocentré			<p>Organisations instituées de développement local durable : Enracinement des ressources / encastrement des actants-activités</p> <p><i>L'association pour l'éducation, l'environnement et la citoyenneté du Pays d'Arles (CPIE)</i></p> <p><i>Pays d'Arles en Transition</i></p>	<p>Organisations instituées dites réciprocitaires : Formes économiques solidaires ou populaires</p> <p><i>La Roue (Monnaie d'Arles)</i> <i>Eclectic Land (Les Recyclables)</i> <i>Zéro Déchets</i> <i>Convibicy</i> <i>Conviviencia,</i></p>

Dans le cadre de la recherche GIALMA, les 36 entretiens semi-directifs, calibrés et enregistrés, ont été retranscrits numériquement. Le financement de 3000 € a principalement permis de financer une étudiante stagiaire durant quatre mois (juillet-octobre 2021 : 2350 €) dont les fonctions ont consisté à :

- Réaliser 6 entretiens (associations convibicy, Les Suds, Attention Culture, Le Foyer Mas St Pierre, Etablissements action sociale du Groupe SOS, Eclectic Land).
- Retranscrire 20 entretiens sur les 36 réalisés (16 entretiens ont été retranscrits par P. Gianfaldoni et L. Manoury).
- Participer à des réunions de régulation et de recherche.

Le budget restant a servi à prendre en charge des déplacements complémentaires d'enquête de chercheurs engagés (400€) et l'organisation d'un séminaire de travail à l'Université avec quatre représentants de LUMA, prévu fin novembre 2021 (250 €).

La première étape de traitement par T. Altman est programmée pour novembre 2021. Une réunion de travail est fixée en décembre 2021 entre les trois chercheurs, suivie de séances collectives débouchant sur des premiers résultats. Mais la démarche méthodologique en cours doit permettre de mettre en évidence des tendances dans les représentations des acteurs. Elle nécessite pour autant des approfondissements sérieux dans la sélection des termes signifiants et récurrents au cours des mois à venir.

Sur la base de ce travail de recherche, nous allons rédiger une proposition de communication au colloque du RIUESS (Réseau Interuniversitaire de l'ESS), organisé à Sciences Po Bordeaux (1,2,3 juin 2022) : « L'ESS actrice des transitions ? ».

2. Questionnement scientifique

La mise en lumière d'une coexistence de différentes fonctions de révélation et valorisation de ressources territoriales a permis de catégoriser les OESS : celles qui assurent une fonction de promotion et de sensibilisation au développement durable, celles qui endossent des fonctions de connexion et de traduction, celles positionnées sur une fonction de transformation (valeur d'usage) et de mise à disposition (valeur d'échange) de ressources transformées. La socio-diversité des OESS favorise ainsi une fonctionnalisation des ressources, débouchant sur des expérimentations collectives territorialisées couvrant la révélation et la valorisation de ressources territoriales. Parmi les nombreuses réalisations en cours, quatre projets en émergence ou en voie de stabilisation attestent d'un mouvement de « filiérification » et de polarisation productive, en lien avec l'économie circulaire ou contribuant à la transition écologique : le Pôle Culture Patrimoine (PCP), la plateforme de services d'économie circulaire POP, la cuisine partagée sous forme statutaire de SCIC, le tiers lieu citoyen Destination Tiers lieu.

La seconde phase doit s'interroger et proposer un diagnostic sur la préfiguration d'un écosystème territorial durable. Dans cette perspective, il est apparu essentiel de poursuivre une recherche-action, en centrant notre démarche sur les conditions de regroupements par coordination et coopération sur des activités productives de revalorisation de matières (matériaux bâtiment, textile, bio-déchets, déchets alimentaires, ...). Il s'agira de qualifier les dimensions institutionnelles et organisationnelles de ces regroupements, tout en prenant en considération les stratégies et jeux d'acteurs (intérêts, motifs) dans les dynamiques collectives d'engagement et d'investissement. Issues de la phase d'étude précédente, quatre hypothèses de travail président à notre processus d'investigation :

H1. Le constat de défaillances de la gouvernance territoriale publique et d'un impératif de reconstruction de formes de gouvernance mixte privée-public.

H2. L'existence de rapports de concurrence : quasi-marchés publics (captation des subventions, appels

d'offre et appels à projet de donneurs d'ordre public) et marchés privés (contractualisation avec commanditaires et financements d'acteurs philanthropiques).

H3. Un tissu local caractérisé par des rivalités de personnes dirigeant les OESS, impactant la confiance relationnelle indispensable à toute coopération.

H4. Le poids des échecs dans certains regroupements passés récents à vocation non marchande et bénévole (dépôt de bilan de l'épicerie solidaire Solid'Arles ; arrêt d'activité d'un garage solidaire créé par une régie de quartier, une association de chantiers d'insertion et une association de mobilité ; mise en sommeil du réseau de l'ESS du Pays d'Arles) et le déploiement concomitant d'expériences réussies à vocation entrepreneuriale hybridant des ressources marchandes et non marchandes (Cf. réalisations citées au-dessus).

Trois axes problématiques se dessinent pour mener à bien cette seconde phase d'étude.

1. Tout d'abord, il s'agit de collaborer avec le PETR du Pays d'Arles (Pôle d'Equilibre Territorial Rural) sur le volet développement local, afin de mieux faire ressortir les synergies possibles entre OESS focalisées sur la révélation de ressources.
2. En lien, nous allons œuvrer à des propositions pour la construction d'un PTCE (Pôle territorial de coopération économique) mobilisant des acteurs-actants-activités présents ou potentiels dans différents secteurs de la revalorisation de matières. La polarisation induit des complémentarités de compétences, de facteurs et d'actifs, à articuler suivant une structuration en filière productive. Un PTCE a la particularité de s'appuyer sur une gouvernance privée partenariale mixte territorialisée, par la création d'une association, d'une SCIC ou d'un groupement d'employeur (Fraisse et Gianfaldoni, 2017). Il associe par la coopération technique, fonctionnelle et stratégique ainsi que par la mutualisation de ressources valorisées-valorisables, des entreprises sociales, des entreprises marchandes, des acteurs publics, des organismes de recherche et de formation.
3. L'insertion par l'activité économique (IAE) est un dénominateur commun des PTCE (Masure, 2015), par l'apport d'associations intermédiaires, d'associations portant des chantiers d'insertion ou d'entreprises d'insertion. Des associations de services aux personnes, des centres sociaux, des coopératives d'activité et d'emploi sont aussi parties prenantes dans nombre de cas. C'est pourquoi il convient d'interroger les possibilités de participation et de contribution des OESS de l'action sociale dans des fonctions de promotion-sensibilisation au développement durable, ou de transformation (valeur d'usage) et de mise à disposition (valeur d'échange) de ressources transformées.

Le projet GIALMA2 s'inscrit dans le troisième axe problématique. Comment la potentialisation des enjeux de revalorisation de matières par la construction d'un PTCE peut intégrer les capacités d'activité et d'action d'OESS de l'action sociale au sein d'une ou plusieurs filières productives ? Leur concours est-il circonscrit aux parcours des personnes (insertion sociale, insertion par la formation et la qualification, insertion par l'apprentissage et le travail) ou à la fourniture de ressources à revaloriser (collecte, manutention, transport) ? Certaines OESS peuvent-elles assurer des fonctions de transformation ou de mise à disposition de ressources transformées ? Dans quelles mesures et dans quel état d'esprit, les directions de ces OESS territoriales sont-elles en phase de convergence pour s'accorder et conventionner sur un projet commun, des pratiques communes partagées et une organisation commune ?

L'analyse socioéconomique conduite dans le cadre du projet GIALMA2 doit nous permettre :

- D'effectuer une recension bibliographique dans les secteurs concernés par les services aux personnes, les différentes branches de l'insertion, les structures socio-éducatives.
- D'établir une cartographie territoriale des organismes publics, parapublics et des OESS en liens de coordination et rapports de coopération dans le champ de l'action sociale, en partenariat avec le CCAS de la ville d'Arles (Centre Communal d'Action Sociale).
- D'identifier les OESS du secteur du handicap (en particulier les ESAT) en capacité d'intervenir sur les fonctions de transformation ou de mise à disposition de ressources transformées, en raison des

- ateliers dédiés au travail de matériaux ressourcés tels que le bois ou le textile.
- D'identifier les OESS de solidarité sociale en capacité de fournir des ressources brutes, voir même de dépasser cette tâche pour entrer dans des phases de production.
 - D'identifier les OESS offrant des services socio-éducatifs ou socio-culturel à la communauté locale, pour questionner leur capacité d'innovation sociale se traduisant par des activités à imaginer en développement durable.
 - D'identifier les OESS et les dispositifs de parcours de personnes en insertion-emploi ainsi que les limites de ces dispositifs à répondre à des problématiques sociales mais surtout à des problématiques d'employabilité au regard des demandes non pourvues de travail de la part d'entreprises locales.
 - D'identifier en prolongement les potentiels d'activités de parcours de personnes dans la constitution d'une ou plusieurs filières de revalorisation productive.

3. Méthodologie

L'analyse reposera sur une enquête confiée à une étudiante du Master Politiques Sociales et dirigée-encadrée par les trois chercheurs. Elle comporte deux volets :

- Le premier se déroulera au sein même du CCAS de la ville d'Arles, afin d'appréhender la politique territoriale conduite, les domaines d'intervention sociale privilégiés et le mode fonctionnel et opérationnel de cette structure parapublique. Une cartographie des partenariats d'action publique-privée en découlera.
- Le second volet se traduira par une série d'entretiens semi-directifs, suivant un protocole d'enquête et un questionnaire identique à celui de la première série d'entretiens (GIALMA). Ce questionnaire sera complété par quelques questions hors enregistrement sur la faisabilité d'intégrer un PTCE. Enregistrés et retranscrits par l'étudiante, 15 à 17 entretiens envisagés dépendront aussi de la cartographie et concernent des structures parapubliques et privées. Les 14 suivantes ont déjà été identifiées :
 - Le PLIE (Plan local d'insertion pour l'emploi – service économique de l'agglomération du Pays d'Arles).
 - L'antenne d'Arles de Pôle Emploi.
 - La Maison Départementale de la Solidarité (Département 13).
 - Le Pôle insertion (antenne locale du Département 13).
 - La Mission Locale du Delta Arles.
 - Le centre social du quartier populaire du Trébon (Nord de la ville).
 - Le centre social du quartier populaire de Barriol (Sud de la Ville).
 - La Maison de quartier populaire de Grifeuille (Est de la Ville).
 - Le collectif local du Secours Populaire (association nationale de quelques 600 salariés).
 - Le collectif local du Secours Catholique (association nationale de quelques 900 salariés).
 - Le collectif local de la Croix Rouge (entreprise sociale nationale à statut associatif de 18 000 salariés).
 - L'antenne associative locale de l'ADMR (Aide à domicile en milieu rural – réseau associatif national de services à la personne).

- La CLCV (Consommation Logement cadre de Vie – association nationale).

- L’antenne du CDIFF (Centre d’information sur le droit des femmes et des familles – action pour l’intégration socioprofessionnelle des femmes primo arrivantes).

L’analyse socioéconomique qualitative doit s’enrichir d’une démarche de traitement automatique (LDA) des entretiens réalisés, avec l’ambition d’élargir significativement l’échantillon des acteurs dans l’enquête poursuivie et ainsi aboutir à des résultats plus probants.

4. Dimension interdisciplinaire (champs disciplinaires associés) et cohérence par rapport à la thématique « Culture, Patrimoines, Sociétés Numériques »
 Economie – Sociologie – Informatique

5. Partenariats extérieurs envisagés
 Fondation et Fonds de dotation LUMA : partenariat acté.
 Bureau d’études L’Atelier Coopératif

Budget (€)*		
	Brève description	Montant
Missions	- Déplacements pour 15-17 Entretiens et réunions de travail sur sites (Mai-juillet 2021) - Déplacements complémentaires de Patrick Gianfaldoni : connaissance d’expérimentations de référence. Groupements d’entreprises sociales GDID (Salon, Miramas, Berre), LVD (Aubagne, Marseille), groupe Archer (Roman)	1 000 €
Consommables / Documentation	- Achats de publications, ouvrages et rapports (services aux personnes, inclusion/insertion, filières productives, réemploi)	250 €
Organisation de réunions	Journée de séminaire universitaire en septembre 2021 : Présentation et discussion des résultats avec invitation à participer aux partenaires co-financeurs	250 €
Stages (3 mois : Mai-Juillet 2022)	- 15-17 Entretiens (Mai-juillet 2021) - Retranscription numérique des 14 entretiens d’une heure pour	1800 €

	<p>traitement informatique</p> <p>- Participation à l'analyse suite à la phase de traitement</p>	
Budget total		3 300 euros
Cofinancements le cas échéant	<p>En parallèle de cette recherche, la poursuite d'une étude conduite par l'Atelier Coopératif et financée par le Fonds de dotation LUMA, étude ciblée sur la constitution de filières et de pôles territorialisés sur les activités de revalorisation de matières</p>	15 000 euros
Budget demandé à Agorantic		3 300 euros